

Charles Michel à Tirana pour envisager l'Europe de demain

Albanie Visite au pas de charge Une longue marche pour envoyer un message... d'ouverture.

Maria Udrescu
Envoyée spéciale à Tirana

Nous souhaitons poursuivre l'amplification des efforts pour un rapprochement entre l'UE et l'Albanie", a déclaré ce 23 avril le Premier ministre belge Charles Michel, à l'issue d'un échange avec son homologue albanais Edi Rama, à Tirana. Le chef de gouvernement belge a également rencontré le président Ilir Meta avant de prendre la route vers la Serbie, un déplacement destiné notamment à appuyer et saluer l'orientation pro-européenne de ces deux pays des Balkans de l'Ouest. *"La visite d'aujourd'hui n'est pas un hasard. Il s'agit de donner un signal d'amitié, de respect, de montrer que nous apprécions les efforts importants qui ont été réalisés"* par l'Albanie pour renforcer la démocratie, l'état de droit et le respect des valeurs de l'Union, a ajouté Charles Michel.

La semaine dernière, la Commission européenne a salué ces mêmes progrès, en allant jusqu'à proposer aux Etats membres d'ouvrir les négociations d'adhésion avec Tirana et Skopje. Une première pour l'Albanie, qui a obtenu le statut de pays candidat en 2014. *"Cette recommandation représente non pas la fin, mais le début d'une longue phase nouvelle d'efforts"*, a précisé ce lundi Edi Rama. Et d'ajouter: *"les réformes ne sont pas menées uniquement parce que Bruxelles nous le demande. C'est une question de vie ou de mort entre l'Albanie du passé et l'Albanie du futur."*

La décision de l'exécutif européen est donc un signal encourageant, mais Tirana a encore du pain sur la planche avant de prétendre à devenir membre de l'UE. Le pays a notamment entamé un assainissement de son système judiciaire, à travers une réforme qui prévoit de soumettre les juges à un examen de leur patrimoine. Mais du rapport publié par la Commission ce 17 avril, il ressort par exemple que l'Albanie reste "une source de trafic d'êtres humains" et que la corruption y représente encore un "sérieux problème".

Pour démarrer les négociations d'adhésion, encore faudra-t-il obtenir l'aval unanime des Vingt-huit, qui ont quelque peu perdu le goût à l'élargissement. Les Etats membres discuteront de la proposition de la Commission lors du sommet dédié

aux Balkans de l'Ouest qui se tiendra à Sofia le 17 mai, avant de prendre une décision finale lors du Conseil européen de juin.

La Belgique n'a pas encore indiqué si elle soutiendra ou pas l'ouverture des négociations d'adhésion avec les deux pays. *"Je veux respecter les calendriers qui ont été définis, je ne veux pas mettre la charrue avant les bœufs"*, a expliqué Charles Michel. Le Premier ministre a toutefois souligné que *"la Belgique veut jouer un rôle clé pour l'avenir de l'UE"*, un avenir qui passe notamment par *"une vision claire sur nos relations avec les pays de la région des Balkans"*, mais surtout et avant tout par *"l'approfon-*

dissement de l'Union européenne". Cette position fait écho à celle du président français Emmanuel Macron qui a déclaré, devant le Parlement européen, qu'il souhaitait "*arrimer les Balkans à l'UE*", mais ne défendra "*un prochain élargissement que lorsqu'il y aura un approfondissement et une amélioration de notre Europe*".

Charles Michel a assuré qu'il serait "*un messenger de bonne volonté pour souligner que des efforts sont entrepris*" par l'Albanie et les "*résultats perceptibles*" qui en découlent. Le Premier ministre belge a insisté sur la nécessité de maintenir un

"*dialogue étroit*" avec le pays, et les Balkans en général, un impératif à l'heure où Moscou ne cache pas son appétit pour la région. Le spectre russe a par ailleurs poussé l'UE à remettre les Balkans au cœur de son agenda, notamment en présentant, en février, "*une nouvelle stratégie*" pour le Montenegro, la Serbie, la Macédoine, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo. Si la perspective européenne de l'Albanie était au centre des discussions de ce lundi, les deux chefs de gouvernement ont aussi affirmé leur détermination à renforcer leurs relations bilatérales.